



Situation sur les Marchés Financiers

Votre support d'accompagnement
juin 2024

1 Que sont les impacts sur les marchés de la dissolution de l'Assemblée Nationale en France ?

Une réaction des marchés qui est allée en s'accroissant sur la semaine écoulée.

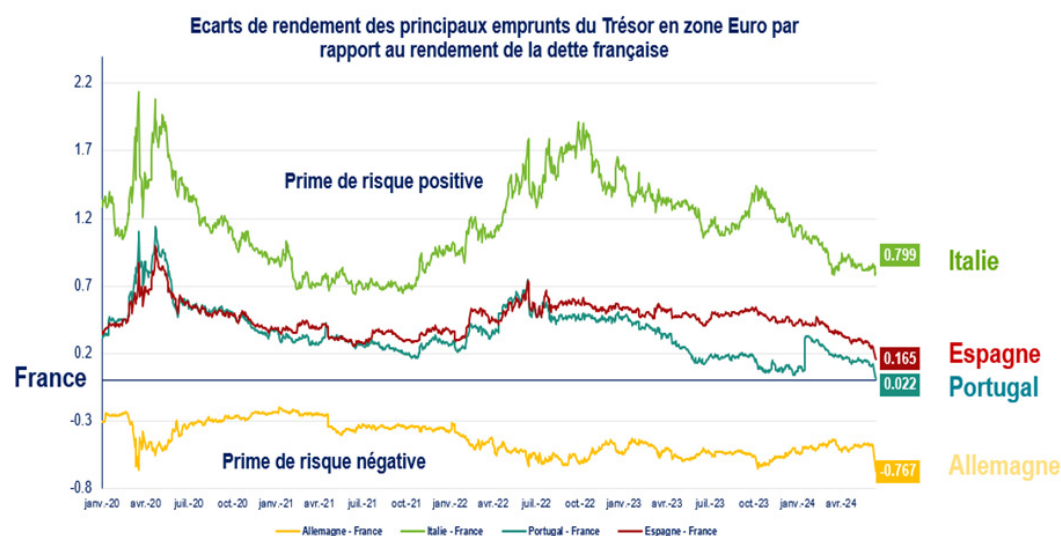
La sanction infligée au parti majoritaire par les électeurs français et la décision du président, Emmanuel Macron, de dissoudre l'Assemblée Nationale afin de provoquer de nouvelles élections législatives, a pris de court les investisseurs tant français qu'étrangers.

Elle crée en effet un degré d'incertitude élevé quant au résultat de ces élections inédites,

à trois ans de l'échéance du mandat présidentiel, compte tenu de la dynamique très forte du Rassemblement National (31,4% des suffrages exprimés) et de l'union de la majorité des partis de gauche (Front Populaire).

Cette incertitude et les craintes liées à la mise en œuvre de politiques soit insuffisamment orthodoxes soit peu favorables aux entreprises et à l'attractivité de l'investissement en France ont eu des impacts sur les actifs français et, au-delà, sur les marchés européens.

Sur les marchés de taux, on a pu voir l'écart de taux entre celui des emprunts d'Etat français (OAT) à 10 ans et celui de leurs homologues allemands passer de 47 à plus de 78 points de base au 17 juin 2024. Certes, le retour de l'aversion au risque a permis d'éviter que le rendement nominal de ces emprunts ne s'envole – il demeure proche des 3,20% au 17/06 – mais cela tient davantage à la baisse du rendement des obligations d'Etat allemandes, passé en quelques jours de 2,61% à 2,42%.



Autrement dit, les obligations françaises n'ont pu jouer, autant que de coutume, le rôle de « valeur refuge » habituellement dévolu aux dettes souveraines. A l'inverse, les investisseurs sont allés chercher la sécurité en Allemagne : le rendement des obligations souveraines allemandes à 2 ans a connu sa plus forte baisse (-32bps) depuis mai 2023, passant de 3,08% à 2,76% sur la semaine.

Mais ce sont surtout les actions françaises qui ont souffert, le CAC 40 cédant plus de 6,2% depuis les élections européennes, à 7503 points, signant sa pire semaine depuis mars 2022. Il a entraîné dans son sillage - mais dans une moindre mesure tout de même - les marchés de la zone euro (recul de l'Euro Stoxx de près de 4,2%).

Les banques de la zone euro - au sein desquelles les acteurs français représentent un poids significatif - ont particulièrement souffert en bourse avec des reculs de 8% en moyenne sur la semaine, avec des sanctions plus fortes encore pour les banques tricolores (entre -11% et -15%).

2 Dans quel environnement économique nous trouvons-nous désormais ?

Le ralentissement de la croissance globale reste modéré cette année, grâce à la très bonne résistance de l'économie américaine. Les chiffres de croissance valident le scénario d'un affaiblissement très mesuré des principales économies et la zone euro connaît même une inflexion positive. Les rythmes de croissance tendent à converger vers leur potentiel à long terme. Il nous semble que, dans la zone euro, le consensus sous-estime la reprise de la croissance, tandis que ce même consensus surestime probablement un peu les perspectives de croissance aux États-Unis.

L'économie américaine a montré quelques signes d'essoufflement au T1 2024, avec une croissance du PIB ralentissant à un taux annualisé de 1,3% - révisé de -0,3 point de pourcentage par rapport à sa 1ère estimation - contre 3,4% au T4 2023. Le ralentissement trimestriel a été principalement causé par une baisse des stocks et un élargissement du déficit commercial, bien que les dépenses de consommation robustes dans les services aient aidé à compenser les baisses des achats de biens. De plus, les inquiétudes inflationnistes ont persisté en mai, surtout après plusieurs mois de peu de progrès dans la tendance à la désinflation. A noter toutefois que certains indicateurs avancés s'améliorent : ainsi, le PMI Composite, indicateur avancé de l'activité dans l'industrie et les services, est passé à 54,5 en mai, contre 51,3 en avril.

En zone euro, le PIB a augmenté de 0,3% en glissement trimestriel au T1, après la révision à la hausse de 0,1% au T4 23. Les données des PMI ont indiqué une résilience dans les services et une stabilisation pour les PMI manufacturiers. On notera ainsi que le PMI Composite est passé de 51,7 en avril à 52,2 en mai.

Les données économiques au **Japon** étaient satisfaisantes, avec PMI Composite à 52,6 en mai, avec pour la première fois depuis mai 2023 un PMI Manufacturier au-dessus du seuil des 50 (à 50,4) et un PMI des services à 53,8. A noter que le nombre élevé de touristes entrants - lié à la faiblesse du yen - est susceptible de soutenir la demande interne. Enfin, le taux d'inflation sous-jacente (Core CPI) a ralenti à nouveau en mai, s'établissant à 1,7% en glissement annuel, soit son niveau le plus bas depuis septembre 2022.

Les données économiques chinoises publiées en mai ont été mitigées au mois de mai, avec d'un côté une baisse de la croissance de la production industrielle (passée de +6,7% à +5,6% sur un an glissant) et, de l'autre côté, une amélioration des ventes au détail (en hausse de +3,7% en mai contre +2,3% en avril, sur un an glissant). Les autorités chinoises ont promis un stimulus fiscal plus proactif, comprenant 138 milliards de dollars de financement supplémentaire et un assouplissement des règles hypothécaires face aux problèmes persistants du secteur immobilier. De son côté, la Banque de Chine a procédé à sa première baisse de taux d'intérêt clé depuis mi-2023.

3

Comment évolue la dynamique de l'inflation et quelles sont les dernières décisions des banques centrales ?

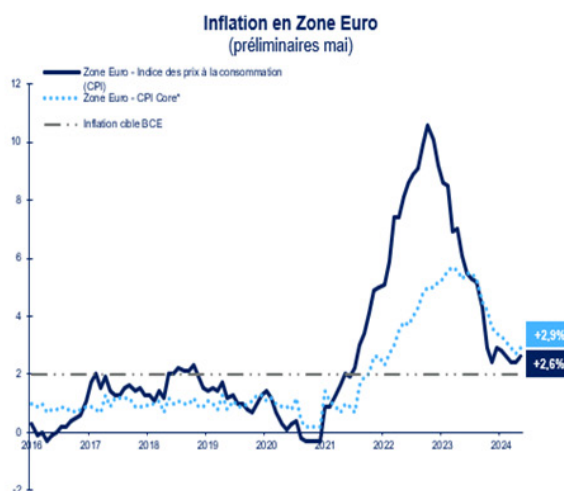
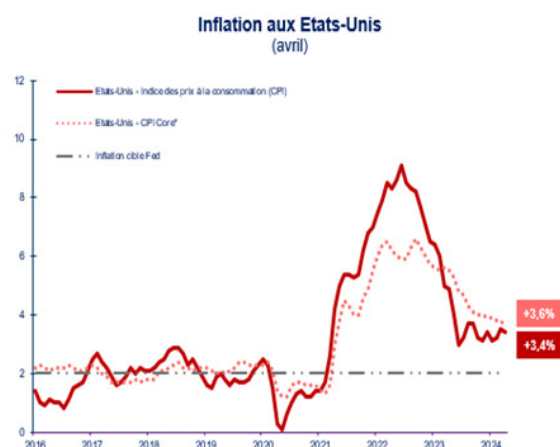
Les données d'inflation tardent à afficher une nette amélioration, ce qui explique le relatif attentisme des politiques monétaires.

La BCE a, une fois n'est pas coutume, devancé la Fed dans le mouvement de baisse des taux directeurs et a enclenché une première baisse de 0,25% de son taux de dépôt à 3,75% compte tenu d'une tendance plutôt positive sur le front de l'inflation, malgré une surprise négative en mai. Il est maintenant difficile d'établir un calendrier futur, mais nous ne prévoyons qu'une seule autre baisse de taux cette année, en octobre, faisant suite à la première baisse de taux de la Fed en septembre.

En zone euro, les prix de l'énergie et des services ont pesé sur le taux d'inflation, le faisant passer de 2,4 % à 2,6 % en mai en glissement annuel, tandis que l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) est passée de 2,7% à 2,9%. L'inflation qui demeure portée par les services explique la prudence de la banque centrale et son souhait de maintenir a priori une position d'attente après sa baisse de juin.

Au Royaume-Uni, avec une inflation qui reste élevée, la première baisse des taux n'aura pas lieu avant juillet, la Banque d'Angleterre semblant rassurée par la relative décélération de la croissance des salaires.

Aux Etats-Unis, les inquiétudes concernant les pressions sur les prix des services ont persisté en mai, surtout après plusieurs mois où la tendance à la désinflation s'est révélée faible. L'indice PCE d'avril, mesure préférée de l'inflation de la Fed, s'est établi à 2,8%, en baisse de seulement 0,2 point depuis janvier. En conséquence, les marchés ont repoussé leurs attentes à seulement 1 ou 2 de baisses de taux en 2024. La Fed a choisi de maintenir son taux directeur inchangé dans la fourchette [5,25-5,5%], signalant pour le moment une position «higher for longer». Nous tablons toujours sur deux baisses d'un quart de point des taux directeurs américains.



Source : Bloomberg, Bureau of Labor Statistics, Eurostat, NIM Solutions, avril 2024 sur un an glissant pour les Etats-Unis et préliminaires pour le mois d'024 e mai pour la zone Euro.

*Core (ou sous-jacente) : inflation totale moins inflation sur prix de l'énergie et de l'alimentation.

4

Après la consolidation du mois d'avril, les marchés actions ont repris leur ascension en mai

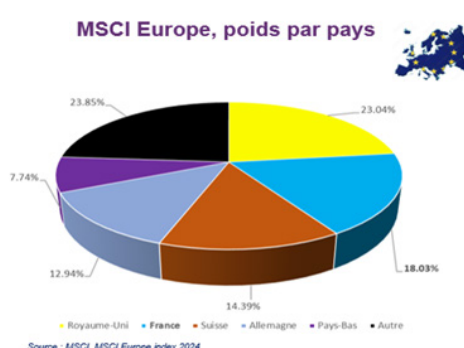
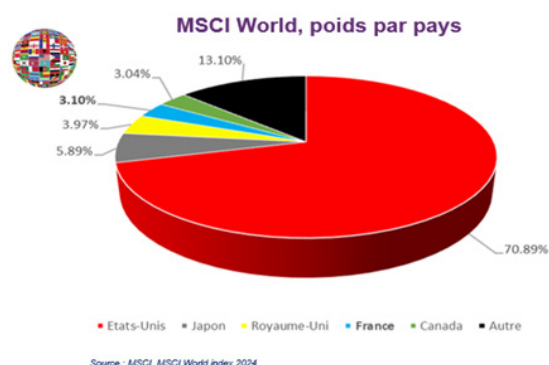
Après une performance négative en avril, le marché a repris sa marche en avant et a terminé le mois de mai en hausse. Les bonnes publications des entreprises et l'espoir d'une baisse rapide des taux en Europe l'a emporté sur toute autre considération. Les marchés développés ont surperformé les marchés émergents, avec des actions américaines et européennes affichant des gains significatifs.

L'indice MSCI World a progressé de +4,5% en dollars et de 2,9% en euros. Il a été porté par les actions américaines qui ont rebondi de 5% en mai, soutenues par des résultats du premier trimestre meilleurs que prévu dans divers secteurs. On notera ainsi aux Etats-Unis une hausse de 6,6% des actions de croissance, devançant de 3,8% les univers « value ». Les actions européennes ont affiché une progression de +3,3%.

Au niveau sectoriel, la technologie de l'information (+10,8%) et les services publics (+7,3%) ont été les leaders aux États-Unis, tandis que l'immobilier (+6,6%) et les services publics (+6,1%) l'ont été dans la zone euro. En revanche, la consommation discrétionnaire et l'énergie ont été les secteurs les moins performants dans les deux régions. Malgré la dépréciation du yen à un plus bas de 34 ans par rapport au dollar, le TOPIX a progressé de 1,2% en mai, soutenu par une reprise des annonces de rachat d'actions.

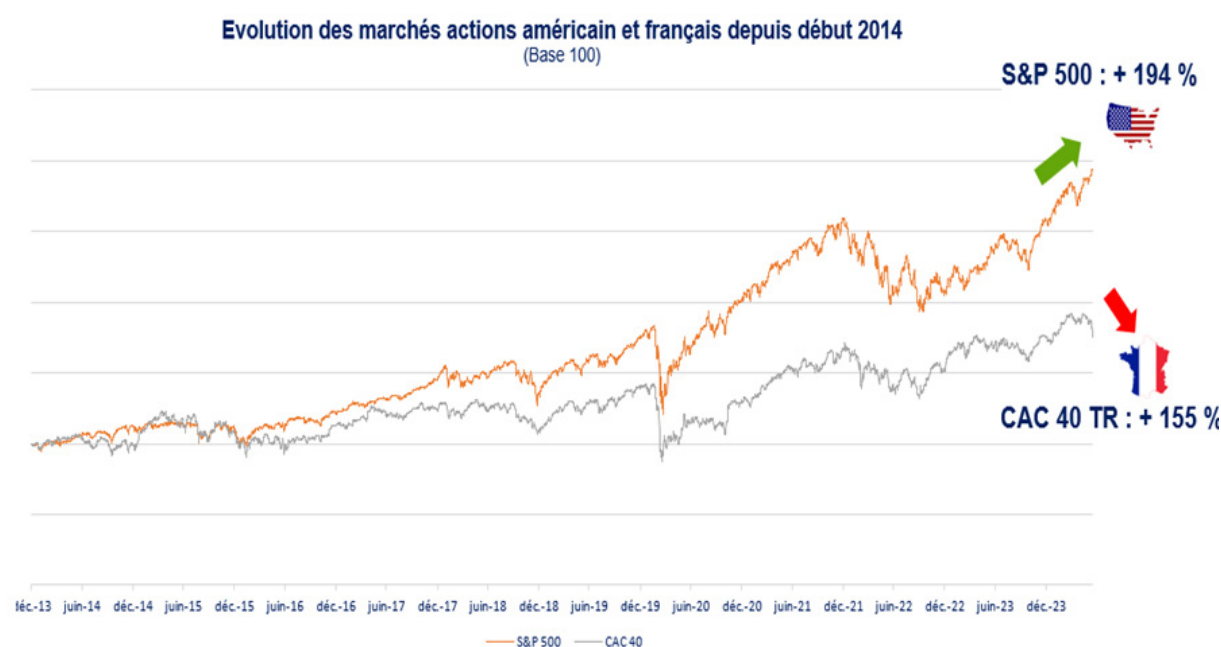
A noter que l'évolution depuis le début du mois de juin a encore été très positive, y compris après la décision du président français, Emmanuel Macron, de dissoudre l'Assemblée Nationale : sur la semaine qui a suivi cette décision, le MSCI World a gagné +1,6% en euros, porté par le marché américain (+2,6% en euro pour le S&P500), tandis que les marchés européens ont relativement bien résisté (-2,3% pour le Stoxx Europe 600).

Le psychodrame français de ce mois de juin n'a eu pour le moment que peu - ou pas - d'impact sur les marchés d'actions internationaux. Ce phénomène s'explique par le faible poids des actions françaises dans la capitalisation boursière mondiale (à peine plus de 3%) et par leur poids, certes significatif mais non dominant, dans les indices pan-européens (autour de 18%).



Le marché des actions internationales est en effet très largement dominé par le marché américain qui représente près de 70% de la composition de l'indice MSCI World (indice représentatif des actions Monde). Ainsi, les portefeuilles d'actions européennes, et plus encore les poches actions des fonds multi-classes d'actifs, sont bien diversifiés et bénéficient de bien d'autres sources de valeur que le seul marché français.

Enfin, le stress observé sur les actions françaises intervient à un moment où l'appétit pour les actions reste solide au niveau international. Si la performance du CAC 40 est retombée à +2,1% depuis le début de l'année (contre +8% pour l'Euro Stoxx) suite au recul subi du 7 au 14 juin, celle des actions internationales représentée par le MSCI World flirte avec les +14% en euros, au plus haut de l'année, compte tenu notamment de l'excellente performance du marché américain (+18% en euros). L'impact pour les épargnants de la crise politique française est donc à relativiser largement.



Source : NIM Solutions, Bloomberg, Nasdaq, CAC 40, SP 500 au 14 juin 2024 - base 100 au 14 juin 2023

Les actions américaines - et les actions internationales en général - continuent de profiter de la résilience de l'économie américains, de la bonne dynamique générale des résultats des entreprises et en particulier des valeurs phares de la Tech américaine (Nvidia, Apple, Microsoft...), de la tendance baissière de l'inflation et des perspectives qui s'ensuivent de modération des taux d'intérêt. Quant aux actions européennes, elles bénéficient d'une amélioration de la croissance en zone euro et des perspectives de baisse des taux de la BCE.

Les épargnants qui ont suivi les principes fondamentaux d'une bonne diversification de leurs placements n'ont que marginalement souffert de la chute des valeurs françaises.

Marchés obligataires : volatilité en baisse en mai... mais fortes tensions sur la prime de risque de l'OAT en juin

Les obligations mondiales ont enregistré des performances positives en mai, bien que des attentes divergentes en matière de taux d'intérêt entre les États-Unis et l'Europe aient introduit une certaine volatilité sur les marchés obligataires.

Les obligations d'État internationale ont progressé de 0,75% sur une base couverte du risque de change, alors que les marchés anticipaient des baisses de taux imminentes face au ralentissement global de la croissance. Aux États-Unis, les rendements des bons du Trésor ont baissé de 16 et 18 points de base pour les titres à 2 ans et à 10 ans, respectivement, sur la base de données d'inflation positives et de signes d'une dynamique de croissance plus faible via un rapport sur l'emploi moins solide.

Les taux européens sont restés relativement stables en mai, avec l'indice Bloomberg Euro Aggregate qui progresse de +0,04%. Le rendement à 10 ans du Bund augmentant de 8 points de base à 2,66 %, et le rendement à 10 ans des BTP augmentant de 6 points de base à 3,98 %. Les marchés de crédit ont également bien performé avec des spreads se resserrant sur l'ensemble des marchés. En termes de rendement total, les obligations d'entreprise « investment grade » et à haut rendement des États-Unis ont surpassé leurs homologues européennes.

Evolution depuis début 2023 des rendements obligataires
souverains à 10 ans



Source : NIM Solutions, Bloomberg, données au 12 Juin 2024.

Sur les marchés de taux, on a pu voir l'écart de taux entre celui des emprunts d'Etat français (OAT) à 10 ans et celui de leurs homologues allemands passer de 47 à plus de 76 points de base sur la semaine qui a suivi l'annonce de la dissolution.

Certes, le retour de l'aversion au risque a permis d'éviter que le rendement nominal de ces emprunts ne s'envole - il demeurerait proche des 3,12% au 14/06 - mais cela tenait davantage à la baisse du rendement des obligations d'Etat allemandes, passé en quelques jours de 2,61% à 2,36%. A l'inverse, les investisseurs sont allés chercher la sécurité en Allemagne : le rendement des obligations souveraines allemandes à 2 ans a connu sa plus forte baisse (-32bps) depuis mai 2023, passant de 3,08% à 2,76% sur la semaine

6 Quelle est actuellement votre stratégie d'investissement ?

Le scénario d'atterrissage en douceur n'a pas été invalidé : les données d'activité observées et les perspectives de croissance attendues au niveau mondial valident le scénario d'un affaiblissement modéré des principales économies, et même la zone euro connaît une inflexion positive. La tendance à la désinflation se poursuit certes à un rythme lent, mais la BCE a initié le mouvement de baisse des taux directeurs et les autres banques centrales vont suivre. Certes, la Fed aux Etats-Unis préférera probablement attendre le mois de septembre pour une première détente de ses taux directeurs, compte tenu d'une inflation encore supérieur à 3% mais il est probable que l'inflexion intervienne avant la fin de l'année. Le marché des actions semble quant à lui s'accommoder d'une première baisse d'ici à la fin décembre.

L'évolution des marchés obligataires américains reste en revanche potentiellement perturbée par l'incertitude liée à une éventuelle élection de Donald Trump à la Maison Blanche - ou pire, un résultat contesté début novembre. De fait, le programme de Trump comporte des relèvements de droits de douane très significatifs qui risquent de peser sur les indices de prix, d'autant que l'activité pourrait se trouver à nouveau stimulée par des reconductions de baisses d'impôts.

Nous pensons que des positions plus volontaires sur les marchés obligataires devront attendre un agenda plus visible sur le timing des premières baisses de taux directeurs aux Etats-Unis. Nous avons cependant mis en oeuvre une légère sur-exposition aux obligations souveraines, par quelques prises de position sur des emprunts du Trésor américain. Nous pourrions ainsi renforcer nos positions sur la dette souveraine italienne qui approche les 4% sur le 10 ans (actuellement à 3,94%) et offre encore un spread attractif. Nous maintenons aussi notre confiance sur les dettes d'entreprise qui présentent encore une rémunération nominale attractive aux niveaux de spreads actuels. **Nous conservons un biais favorable au crédit « investment grade » et « cross-over » en privilégiant toujours la partie courte des courbes de taux.**

D'un point de vue global, nous recommandons le maintien d'une surexposition aux marchés d'actions. Nous maintenons notre préférence pour les grandes capitalisations.

Nous apprécions toujours le potentiel de croissance des résultats sur les marchés américain et japonais, mais profiterons de toute faiblesse des marchés de la zone euro pour rééquilibrer nos positions en faveur de ces derniers, y compris sur le marché des small et mid caps.

Les événements politiques qui se sont produits en France depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale le 9 juin dernier sont susceptibles de générer une période d'incertitude en zone euro jusqu'au résultat des élections législatives françaises. Les gérants de Natixis IM Solutions sont modérément sur-exposés par rapport à leurs références (autour de 5%), car nous conservons notre confiance dans le potentiel des actions internationales.

Compte tenu de ces expositions, les gérants sont en mesure de naviguer entre la neutralité et +10% au-dessus des indices et pourront exploiter ces marges pour se protéger de cette reprise de la volatilité. Nos positions en actions européennes pourront certes subir une phase de volatilité relative, mais leur potentiel à long terme n'est pas remis en question. **Nous sommes préparés à une reprise significative de la volatilité - avec notamment un certain nombre de couvertures mises en place tactiquement - mais nous ne modifions pas sensiblement nos expositions actions dans les portefeuilles pour autant. Beaucoup d'investisseurs tendent en effet à surestimer l'impact des événements politiques sur les marchés d'actions,** moins vulnérables que marchés de taux : qu'il suffise de se rappeler l'élection de François Mitterrand en 1981, qui avait d'abord provoqué une forte baisse du marché pendant quelques jours, avant un net rebond au cours des années qui ont suivi.

7

Comment réagissent nos fonds ?

Depuis le début de l'année (au 14/06/2024), si le MSCI World affiche une progression de +14,8% en € - et que le MSCI Europe s'adjuge +9,0% - les gestions diversifiées ont été freinées par leur poche obligataire, source indispensable d'équilibre et de diversification des portefeuilles. Du côté des marchés de taux, en effet, l'indice obligataire Bloomberg Euro Aggregate - représentatif de l'ensemble des marchés obligataires souverains et de crédit de la zone euro - accuse une performance négative de -0,6%.

Dans ce contexte, au 13 juin 2024, la performance nette de frais des fonds diversifiés de Natixis IM Solutions, depuis le 31 décembre 2023 est globalement positive et croissante avec le niveau de risque.

- Les profils défensifs (avec un niveau de risque SRI de 2) affichent une performance légèrement positive comprise entre **+0,2% et +2,0%**.
- Les fonds diversifiés équilibrés (SRI 3) enregistrent une performance positive comprise entre **+2,0% et +4,7%**.
- Les fonds dynamiques (SRI >4), avec une part dominante (mais non exclusive) d'actions, enregistrent des performances positives comprises entre **+3,5% et +7,7%**.

*NB : les fourchettes de performance évoquées sont nettes de frais de gestion et son indicatives.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures*

8**Dois-je revoir mon allocation dans le contexte économique et de marchés actuel ?**

L'année 2024 est pour le moment plus qu'encourageante, compte tenu d'un scénario macro-économique d'atterrissage en douceur de l'économie mondiale et de modération attendue des taux d'intérêt d'ici à la fin de l'année. Les indices boursiers ont poursuivi leur progression, mais les valorisations - à quelques exceptions près - ne semblent pas excessives.

Il faut aussi rappeler que la diversification est le principal antidote aux épisodes de stress, qu'il soit politique ou économique. Certes, le marché des actions françaises vient de connaître l'apparition d'une prime de risque, à l'image de celle qui s'est élargie sur la dette souveraine de notre pays. Sur la base des fondamentaux macro-financiers, un écart de rendement (« spread ») de 80pb par rapport à l'Allemagne nous semble désormais raisonnable et il pourrait ne pas se contracter aussi rapidement que par le passé, d'autant qu'il se situe bien en-deçà des niveaux d'interventions supposés de la BCE.

En attendant, le marché des actions françaises regorge de très belles valeurs, dont beaucoup bénéficient d'une large exposition de leur activité aux marchés internationaux : **les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 85% de leur chiffre d'affaires hors de l'Hexagone.**

A court terme, la volatilité devrait perdurer sur les actions françaises, au gré des annonces d'alliances politiques et de la dynamique des sondages. La sous-performance récente des actions françaises est certes une source d'opportunités pour un gérant averti et spécialisé et peut représenter un bon point d'entrée pour acheter des actions françaises dans une optique de moyen terme, mais l'optimisation du timing d'investissement est par nature plus difficile pour un particulier.

En conclusion, on ne peut que souligner les mérites de bien diversifier son portefeuille d'actions au niveau européen, et plus encore au niveau international (Etats-Unis inclus), afin de bénéficier d'un meilleur équilibre des sources de performance et de la dynamique d'autres marchés. Les marchés internationaux sont notamment dominés par la profondeur et la diversité du marché des actions américaines, qui a permis d'apporter aux investisseurs des performances de qualité sur la durée.

Qu'on en juge : **l'indice MSCI World - représentatif des actions internationales - a dégagé, en euros, une performance annualisée de 13,2% sur 5 ans et de 11,8% sur 10 ans (au 14/06/24). Sur les mêmes périodes, la performance du CAC 40, dividendes réinvestis, aura certes été très honorable, mais n'aura atteint respectivement que 9,9% et 8,3%.** Le marché américain tend par ailleurs à servir de refuge en cas de stress sur l'ensemble des grands marchés. Il convient donc de toujours bien apprécier le niveau de diversification de son portefeuille d'actions, afin de traverser au mieux les périodes d'aversion au risque politique ou économique auquel tel ou tel marché peut toujours être exposé.

Une épargne de moyen-long terme bien équilibrée doit faire l'objet d'une répartition raisonnable et maîtrisée entre actifs risqués (principalement les actions ou unités de compte investies pour tout ou partie en actions) **et actifs présentant un niveau de risque traditionnellement plus faible** (principalement les obligations ou le monétaire), avec une proportion qui dépend notamment de l'appétence au risque et de l'horizon d'investissement de l'investisseur.

9

Est-il opportun de tout sécuriser, compte tenu des rendements des placements à court terme et de la situation politique ?

Vouloir tout miser sur des placements trop défensifs par crainte de potentielles pertes en capital, peut entraîner un risque d'érosion de l'épargne, car les taux sans risque viendront inévitablement à baisser lorsque l'inflation reviendra dans la fourchette d'objectif des banques centrales. Ainsi, une décision, en début d'année 2023, influencée par les performances décevantes des marchés d'actions en 2022, de réduire sensiblement l'exposition aux actions d'un portefeuille, aurait empêché un investisseur de récupérer tout ou partie des pertes subies par ces marchés.

Même si les actifs monétaires voient leur rendement remonter en zone euro, ils ne peuvent constituer le socle principal de vos placements à moyen/long terme, car ce taux - lié au taux de dépôt de la BCE - s'explique par la priorité donnée par la banque centrale à la lutte contre l'inflation : il viendra à reculer tôt ou tard, dans un contexte de plus modération de l'inflation. Les placements monétaires ont surtout vocation à rémunérer des liquidités et constituent, pour l'essentiel, une épargne de précaution.

Pour son épargne financière, et en fonction de son appétence pour le risque et de son horizon d'investissement, il est en effet toujours utile d'envisager l'investissement d'une partie de ses avoirs sur des actifs de croissance : les marchés d'actions et de crédit, bien dosés au sein d'un portefeuille d'actifs financiers, ont le mérite d'être exposés à la croissance de l'économie mondiale. Ils complètent utilement des actifs plus stables - mais traditionnellement moins rémunérateurs - tels que les placements réglementés ou les contrats en euros. Il est par ailleurs toujours conseillé d'investir progressivement - par exemple sur un pas mensuel sous forme de versements réguliers - et les périodes de crise se révèlent souvent de bons points d'entrée pour commencer à faire monter en puissance ses investissements.

Alors que ces 20 dernières années, la performance annualisée en euros (dividendes réinvestis et brute de frais de gestion) de l'indice des actions internationales, le MSCI World, a été de 8,9% par an, celle de l'indice Bloomberg Euro Aggregate (représentatif de l'univers des obligations souveraines et privées de la zone euro) qui a été limitée à 2,7% bruts par an sur la même période, sans même parler des actifs monétaires (0,96% par an pour l'Eonia).

Naturellement, il convient de bien apprécier le niveau de risque de chacune de ces classes d'actifs et celui du risque de perte en capital associé. Il est généralement conseillé de bien mixer plusieurs classes d'actifs, qui offriront entre elles une bonne complémentarité.

A titre d'exemple, un portefeuille d'actifs financiers combinant unités de compte (fonds d'investissement) et contrats en euros présente l'avantage d'offrir aux épargnants l'accès à des gestions exposées aux actions, à des fonds obligataires ou encore à des fonds diversifiés flexibles. Ces derniers ont le mérite, par le biais d'une modulation active de la part investie en actifs risqués, de pouvoir mieux s'adapter aux évolutions du contexte macro-économique et des marchés financiers : en effet, leur univers d'investissement mondial et leurs fourchettes d'exposition aux différentes classes d'actifs (actions, obligations, monétaire) leur confèrent les outils nécessaires pour mieux faire évoluer leurs investissements dans des contextes de marché parfois volatils et imprévisibles à court terme. A titre indicatif, une structure de portefeuille diversifié ayant maintenu une allocation équilibrée entre actions internationales et obligations de la zone euro, aurait affiché une performance annualisée en euros d'environ 5,8% par an sur les 20 dernières années, brute de frais de gestion pour un niveau de volatilité annualisée proche de 10%.

Naturellement, il faut pouvoir garder en tête cet horizon d'investissement minimum recommandé (3 à 5 ans selon les profils de risque) afin de pouvoir profiter au mieux des opportunités qui ne manquent pas de s'offrir aux investisseurs patients, alors que les marchés sont aujourd'hui davantage le reflet d'un comportement de repli et de réactions psychologiques, que d'analyses rationnelles.

10

Je ne suis pas sûr de bien réagir à des périodes de turbulences sur les marchés financiers... Comment faire les bons choix ?

La panique est toujours mauvaise conseillère : mieux vaut se reposer sur un portefeuille qui est construit sur le moyen-long terme et adapté au profil de risque de chaque investisseur, afin de se donner les moyens d'atteindre plus sereinement ses objectifs d'épargne moyen-long terme. Le temps est un allié, surtout dans les phases de crises boursières.

Certes, des crises internationales géopolitiques ou militaires peuvent choquer et déstabiliser temporairement les investisseurs, créer un climat d'incertitude et entraîner des phases de stress sur les marchés, voire des reculs de plusieurs mois ou trimestres sur les indices boursiers. Mais il convient de bien en analyser les impacts à moyen / long terme avant de décider de réallocations brutales.

A titre d'exemple, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, a paradoxalement eu davantage d'impact sur les marchés obligataires sur les 12 mois suivants du fait de la hausse des prix du pétrole et de l'inflation - avec un recul de l'indice Bloomberg Euro Aggregate de -13,1% - que sur les marchés d'actions, qui ont affiché un gain de 2 à 4%.

Les fonds dits « patrimoniaux », qui ont pour caractéristique d'être diversifiés et flexibles, sont construits pour disposer d'actifs de croissance lors de phases haussières et d'actifs défensifs lors de stress sur les marchés. Compte tenu de niveaux de taux sensiblement plus élevés qu'à la fin 2021, ce socle d'actifs obligataires ou monétaires, retrouve sa capacité à amortir les chocs de marché éventuels, comme ce fut le cas pendant l'épisode de stress bancaire du mois de mars 2023.

La corrélation entre actifs obligataires et actions est pour le moment encore positive - ce qui signifie que les deux classes d'actifs tendent à évoluer de concert dans la même direction - mais si l'inflation venait à reculer en-dessous de 2%, on retrouverait probablement une corrélation négative : cette caractéristique traditionnelle des obligations est précieuse, car elle permet alors de maximiser l'effet amortisseur en cas de stress des actifs risqués, les obligations servant de refuge et s'appréciant, lorsque les actions subissent des reculs importants.

Les stratégies diversifiées et flexibles ont l'avantage d'offrir à l'épargnant une exposition à une grande variété de classes d'actifs et de zones géographiques afin de pouvoir s'adapter en modifiant sensiblement les allocations lors des retournements de marché.

Les gérants disposent en outre de marges de manœuvre importantes pour modifier le poids des actions (et/ou actifs risqués comme le crédit) et piloter la sensibilité à l'évolution des taux d'intérêt, deux atouts importants lorsque les marchés sont très volatils. Il est clair que des risques de baisse sont toujours présents tant pour les actions que pour les obligations, mais le rebond peut être rapide, une fois les craintes dissipées.

Enfin, l'investissement régulier, lorsqu'il est possible pour l'investisseur, reste un des meilleurs gages de lissage des performances et d'accumulation de capital sur la durée. Quel que soit le profil de l'investisseur, il reste fortement recommandé, car il permet d'atténuer la dimension psychologique liée au timing d'un investissement plus conséquent et davantage concentré dans le temps.

Achevé de rédiger enle 17 juin 2024.

MENTIONS LEGALES

Ce document est destiné à des clients non professionnels au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Natixis Investment Managers International. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Natixis Investment Managers International à partir de sources qu'elle estime fiables. Natixis Investment Managers International se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis. Natixis Investment Managers International ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de l'auteur référencé. Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de change et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle. L'attention des investisseurs est attirée sur les liens capitalistiques existant entre le Groupe BPCE, et les entités citées, il peut exister un risque de conflits d'intérêts.

BPCE : Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180 478 270 euros - RCS Paris n° 493455042 - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - BPCE, intermédiaire en assurance inscrit à l'ORIAS sous le numéro 08045100..

Natixis Investment Managers International : Société anonyme au capital de 94 127 658,48 euros – 329 450 738 RCS Paris - Agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), sous le numéro GP 90-009.- Siège social : 43, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - www.im.natixis.com